

L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée
Ministre des Affaires étrangères

Le 29 novembre 2022

Madame la Ministre,

En cette **Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien** et à titre d'**organisations humanitaires canadiennes**, nous estimons qu'il est de notre responsabilité de vous faire part de notre profonde inquiétude quant à la situation dans le territoire palestinien occupé. Nous y opérons toutes depuis plusieurs dizaines d'années, notamment avec l'appui soutenu de fonds canadiens. Nous possédons une perspective unique grâce au travail de nos collègues présents à Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza, et celui de nos partenaires de la société civile et des communautés locales avec lesquelles ils collaborent.

Nous sommes témoins de l'impact grave et évitable des violations du droit international humanitaire et des droits de la personne qui y ont cours au quotidien. L'exemple le plus récent est la **démolition dans la dernière semaine de l'école El-Faouqa**, en Cisjordanie, par bulldozer militaire, alors que 22 élèves se trouvaient en classe. Nous espérons vivement que vous augmenterez la pression diplomatique sur le gouvernement d'Israël afin qu'il protège **le droit des enfants palestiniens à accéder à l'éducation en toute sécurité** et qu'il empêche la démolition et la saisie d'infrastructures scolaires, conformément à ses obligations en vertu du droit international.

Cet événement s'inscrit dans une logique plus vaste de **destruction des services et infrastructures essentielles et de déplacements forcés**. De tels chocs répétés affectent profondément la **santé et la sécurité de la population**, en plus de la priver de l'exercice de droits fondamentaux comme ici, l'éducation des enfants. Une action politique immédiate et significative du gouvernement du Canada, en collaboration avec la communauté internationale, peut contribuer à mettre fin à l'occupation prolongée et brutale et empêcher une nouvelle escalade de la violence.

Plus fondamentalement, nous sommes préoccupés par les récents votes du Canada sur les résolutions annuelles de l'Assemblée générale des Nations unies concernant les questions israélo-palestiniennes. **Le Canada a une fois de plus voté en désaccord avec ses alliés et le droit international humanitaire**, malgré les conseils que vous a prodigués le Groupe d'amitié parlementaire Canada-Palestine dans sa lettre d'octobre, et malgré la volonté des ambassadeurs palestiniens auprès de l'Organisation des Nations unies de tenir compte des préoccupations du gouvernement quant au langage employé « dans l'espoir que le Canada puisse voter en faveur d'un plus grand nombre de motions ».

Nous sommes particulièrement alarmés par les votes du Canada concernant **l'assistance humanitaire aux réfugiés palestiniens**, dont une grande partie est administrée par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Nous notons que le Canada a choisi de s'abstenir sur le projet de résolution A/C.4/77/L.10 concernant « l'assistance aux réfugiés palestiniens » et a voté contre le projet de résolution A/C.4/77/L réaffirmant le rôle critique des « Opérations de l'Office de secours et de

travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ». **Le Canada fournit un financement annuel à ce mécanisme central de prestation d'aide à la population palestinienne depuis plus de 70 ans, mais il persiste à être l'un des six seuls États (dont Israël) à voter contre un soutien général à cette institution.**

Ces actions sont **en contradiction directe avec la politique étrangère affirmée par le Canada sur toutes les tribunes, y compris la politique d'aide internationale féministe** qui fait la fierté de votre gouvernement comme des organisations canadiennes d'aide internationale, dont nous faisons partie. Nous exhortons le gouvernement canadien à résoudre ces contradictions et à s'assurer que nos principes humanitaires et notre politique d'aide internationale féministe soient mis en œuvre d'une manière cohérente.

Dans l'espoir de dialoguer davantage avec votre cabinet sur ces questions, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos considérations respectueuses.

Le Groupe de plaidoyer humanitaire sur la Palestine, un collectif d'organisations non gouvernementales canadiennes d'aide internationale, coordonné par Oxfam-Québec et Médecins du Monde



OXFAM
Québec



CC:

Nadia Hadj Mohamed, Conseillère principale en politiques

Salma Zahid, Députée, Présidente du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Palestine